

Communiqué de l'association des Magistrats Tunisiens (Traduction libre)

Tunis, le 18 février 2023

Le Bureau exécutif de l'association des Magistrats Tunisiens s'est réuni à l'issue de la campagne d'arrestation déclenchée ce samedi contre les magistrats, les avocats, les activistes politiques, le directeur d'un organe de presse et tant d'autres.

Le Bureau exécutif partage les réactions des diverses organisations nationales et internationales qui demandent à la Justice tunisienne - tout comme les avocats de la défense - de fournir toutes les explications exigées quant à la base légale des multiples arrestations survenues.

Le Bureau exécutif rappelle également la controverse juridique et politique de cette campagne d'arrestations ainsi que la légalité des mesures prises et l'absence de toute réaction officielle quant à la nature des faits reprochés aux mis en cause et la procédure suivie.

Tout en confirmant le rôle important que la Justice doit jouer à travers ses formations et organes dans la lutte contre la corruption et toutes les infractions qui en découlent abstraction faite de leur nature, de leur origine et des auteurs des infractions, il y a lieu :

- 1- D'attirer l'attention sur le fait que la lutte contre la corruption et toutes les formes d'infractions ne peut s'effectuer qu'à travers l'observation de la légalité des procédures et des principes qui gouvernent le procès équitable et la présomption d'innocence.
- 2- De souligner le silence surprenant du Ministère Public auprès du tribunal de première instance de Tunis qui est en charge depuis plus d'une semaine des dossiers des personnes en état d'arrestation et qui n'a toujours pas mis en place une politique de communication périodique d'information honnête et transparente. Cette communication publique sur les procédures portant sur les affaires importantes qui préoccupent l'opinion publique est nécessaire pour dissiper les doutes et interprétations qui les accompagnent et pour éviter toute exploitation politique de nature à affecter la confiance en la justice et en l'indépendance de ses décisions.
- 3- De dire que la suspicion qui pèse aujourd'hui sur la justice et l'indépendance de ses décisions résulte en fait du traitement réservé à ses institutions et à son personnel pour l'affaiblir en les ramenant de détentrice de pleins pouvoirs à fonctionnaires sous l'autorité du pouvoir exécutif par la suppression de toutes les garanties d'indépendance organique et institutionnelle et en mettant fin à toutes les garanties d'indépendance personnelle des magistrats.
- 4- De lancer un appel avec force à tous les magistrats en ces moments critiques pour qu'ils s'en tiennent constamment à leur indépendance et à leur neutralité dans l'exercice de leur mission pour pouvoir rendre une justice sereine loin des instructions et des pressions abstraction faite de leur origine en mettant en jeu la mission originelle du juge de protection des droits et des libertés et de contrôle des procédures pour la garantie du procès équitable à travers l'application saine de la loi et en dehors de toute couverture des abus d'ordre sécuritaire ou l'implication dans tout abus de pouvoirs.

Par le Bureau Exécutif
Président de l'association
M. Anas EL HAMMADI

**Communiqué de l'association des Magistrats Tunisiens
(Traduction issue de la page facebook de l'association)**

Tunis, le 18 février 2023

Le bureau exécutif de l'association des magistrats Tunisiens, suite à la campagne de suspension lancée depuis samedi dernier, qui comprenait des militants politiques, des juges, des avocats, un directeur d'une institution médiatique, et d'autres, suivie des réactions émises par un certain nombre d'organisations nationales et internationales et des demandes de la magistrature fournir les éclaircissements nécessaires sur le fond de ces suspensions, en particulier avec ce que Twitter, suite aux déclarations de leurs équipes de défense conservatrices, accompagnées d'une controverse juridique et politique concernant la campagne, remettant en question l'intégrité des procédures suivies, le tout en l'absence de clarifications officielles sur la nature de les soupçons de poursuivre leurs conservateurs et la ligne de conduite concernant ces suspensions, Soulignant le rôle majeur confié à la magistrature de ses différentes catégories et de ses équipements dans la lutte contre toutes les apparences de corruption et tous types de crimes, quelles que soient sa nature, sa source et quel que soit le caractère commis, c'est :

Premièrement : il avertit que la lutte contre la corruption et toutes les formes de criminalité ne peut se faire que dans le plein respect de la loi, des procédures fondamentales et fondamentales, des principes d'équité et d'innocence.

Deuxièmement : Scott surprend le tribunal du procureur général de Tunisie jusqu'à présent malgré qu'il ait promis il y a plus d'une semaine avec les dossiers des accusés et appelle à la nécessité de s'ouvrir à son entourage et d'activer les médias judiciaires dans le dévouement du droit à l'information en adoptant un politique de communication juste, transparente et périodiquement d'éclairer l'opinion publique sur les parcours de poursuites de toutes les questions importantes qui l'activent afin de dissiper tous les doutes et explications qui l'accompagnent et d'éviter tout recrutement politique qui concerne la confiance du public dans le pouvoir judiciaire et l'indépendance de ses décisions.

Troisièmement : la remise en question du pouvoir judiciaire et de l'indépendance de ses décisions est considérée comme le résultat d'un ciblage systématique de ses institutions et de ses personnes qui lui appartiennent, et de la réduction de sa position de pleins pouvoirs au site de l'autorité exécutive et de l'annulation de toutes les garanties de son indépendance structurelle et institutionnelle et de la destruction de toutes les garanties d'indépendance Le caractère d'un juge.

Quatrièmement : il appelle vivement tous les juges en ces temps difficiles à tenir de plus en plus à leur indépendance et à leur neutralité dans la réalisation du message de la magistrature avec pleine intégrité et à ne pas être soumis à aucune instruction ou pression quelle que soit leur source et à exercer leur authentique rôle dans la protection des droits et des libertés, le contrôle de la sécurité des procédures et la garantie des positions judiciaires Équité et immunité par une application correcte de la loi et ne pas couvrir ou être impliqué dans des atteintes à la sécurité sous

À propos du bureau exécutif
Président de l'association
Anas Al Hammadi



تونس في: 18 فيفري 2023

بيان

إن المكتب التنفيذي لجمعية القضاة التونسيين وعلى إثر حملة الإيقافات التي انطلقت منذ السبب الماضي والتي شملت نشطاء سياسيين وقضاة ومحامين ومدير مؤسسة إعلامية وغيرهم وما تبعها من ردود أفعال صادرة عن عدد من المنظمات الوطنية والدولية ومطالبات للقضاء التونسي بتقديم الإيضاحات اللازمة حول خلفية تلك الإيقافات خاصة مع ما تواتر على إثرها من تصريحات صادرة عن فريق الدفاع عن المحتفظ بهم وما رافقها من جدل قانوني وسياسي بشأن تلك الحملة وتشكيك في سلامة الإجراءات المتبعة فيها كل ذلك في ظل غياب التوضيحات الرسمية بشأن طبيعة الشبهات التي تلاحق المحتفظ بهم والمسار الإجرائي المتبع بشأن تلك الإيقافات،

وإذ يؤكد على الدور الكبير الموكل للقضاء بمختلف أصنافه وأجهزته في مكافحة جميع مظاهر الفساد وكل أنواع الجرائم مهما كانت طبيعتها ومصدرها ومهما كانت صفة مرتكبها فإنه:

أولا: ينبه إلى أن مكافحة الفساد وكل مظاهر الجريمة لا يمكن أن تكون إلا بالاحترام الكامل للقانون والإجراءات الأساسية والجوهرية ومبادئ المحاكمة العادلة وقرينة البراءة.

ثانيا: يستغرب سكوت النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بتونس إلى حد الآن بالرغم من تعهدتها منذ أكثر من أسبوع بملفات الموقوفين ويدعوها إلى ضرورة الانفتاح على محيطها وتفعيل الإعلام القضائي تكريسا للحق في المعلومة باعتماد سياسة اتصالية نزيهة وشفافة وبشكل دوري لإنارة الرأي العام حول المسارات الإجرائية لكل القضايا الهامة التي تشغله من

أجل تبديد كل الشكوك والتأويلات التي ترافقها وتجنب أي توظيف سياسي لها من شأنه المساس من الثقة العامة في القضاء ومن استقلالية قراراته.

ثالثاً: يعتبر أن التشكيك في القضاء وفي استقلالية قراراته هو نتيجة لما سُلِّط عليه من استهداف ممنهج في مؤسساته وأشخاص المنتمين إليه بغاية إضعافه والانحدار بمكانته من موقع السلطة ذات الصلاحيات الكاملة إلى موقع الوظيفة التابعة كلياً إلى السلطة التنفيذية وإلغاء كل ضمانات استقلاليته الهيكلية والمؤسسية وهدر كل ضمانات الاستقلالية الشخصية للقضاة.

رابعاً: يدعو بكل شدة وبالرغم من كل ذلك جميع القضاة في هذه الأوقات العصيبة إلى التمسك أكثر فأكثر باستقلالهم وحيادهم في أدائهم لرسالة القضاء بكامل النزاهة وعدم الخضوع إلى أي تعليمات أو ضغوطات مهما كان مصدرها وإلى تفعيل دورهم الأصيل في حماية الحقوق والحريات ومراقبة سلامة الإجراءات وضمن مقومات المحاكمة العادلة والتحصن بالتطبيق السليم للقانون وعدم التغطية على التجاوزات الأمنية أو التورط فيها بأي شكل من الأشكال.

عن المكتب التنفيذي

رئيس الجمعية

